

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 02/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



HOLCIM HAUT-RHIN

1 ROUTE DE THANN
BP 21
68131 Altkirch

Références : 0006700701_2023_02_20_Holcim_Altkirch_VIPicpollution
Code AIOT : 0006700701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2023 dans l'établissement HOLCIM HAUT-RHIN implanté 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'effectue dans le cadre de l'épisode du pic de pollution en poussière (du 10 au 14 février 2023) qui a touché le département du Haut-Rhin. Le pic de pollution a atteint le niveau 3, pour la première fois dans le Haut-Rhin, le 14 février 2023.
Cette visite est inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM HAUT-RHIN
- 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Holcim Haut-Rhin exploite une installation de fabrication de ciment.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Pic de pollution en poussière

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bilan des mesures	AP Complémentaire du 17/10/2017, article 1.3	/	Sans objet
2	Période d'application	AP Complémentaire du 17/10/2017, article 1.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Mise en oeuvre des mesures d'urgence	AP Complémentaire du 17/10/2017, article Article 1.1	/	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission dans l'air pour le four	AP Complémentaire du 09/06/2017, article Article 49.2	/	Sans objet

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Bilan des mesures

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 17/10/2017, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Information DREAL
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la mise en place de ces mesures dans les 12 heures ouvrées suivant le déclenchement du seuil d'alerte puis dans les deux jours ouvrés suivant la fin officielle du seuil d'alerte transmet un bilan qualitatif des actions comprenant une estimation des émissions évitées si elles sont quantifiables.
Constats : ATMO Grand Est a informé les exploitants le 10 février 2023 de l'alerte pic de pollution en poussière. L'exploitant a informé l'inspection de la prise en compte de l'alerte le lundi 13 février 2023 à 13h06. L'exploitant a envoyé le bilan des actions menées pendant le pic de pollution. Les émissions de poussières évitées ne sont pas quantifiables.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit informer la DREAL de la bonne réception de l'alerte au plus tôt dès réception du mail d'alerte diffusé par ATMO Grand Est et dans les 12 heures ouvrées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Période d'application

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 17/10/2017, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Période d'application
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à la DREAL Grand-Est les coordonnées des contacts (nom, fonction, mail, n°portable) qui recevront l'information. Dès réception de l'information du déclenchement de la procédure d'information-recommandation, l'exploitant anticipe la mise en œuvre éventuelle des mesures prévues à l'article 1.1 du présent arrêté, et a minima s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage. Dès réception de l'information du déclenchement de la procédure d'alerte, l'exploitant met en œuvre les mesures du présent arrêté. Elles sont effectives de manière immédiate et jusqu'à l'information officielle de fin d'alerte diffusée par le réseau de surveillance de la qualité de l'air.
Constats : Les coordonnées des contacts qui reçoivent les alertes ne sont pas à jour. Seul le responsable HSE a reçu l'alerte. Dans son mail du 13 février 2023, le responsable HSE a transmis à l'inspection les contacts à jour. Les équipes de production du week-end ont été informées dès le vendredi 10 février de la procédure d'alerte. Un rappel est effectué lors de la réunion des équipes chaque matin durant le pic de pollution. Les mesures à mettre en place sont définies au sein d'une procédure écrite référencée DOC05030V1 accessible par l'ensemble du personnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mise en oeuvre des mesures d'urgence

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2017, article Article 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pic de pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de déclenchement du seuil d'alerte, dès le niveau 1, l'exploitant met en œuvre les actions suivantes, dites mesures d'urgence, de réduction temporaire de ses émissions dans l'air ambiant, ces mesures sont maintenues jusqu'à la fin l'épisode de pollution: <ul style="list-style-type: none">- s'assurer du fonctionnement optimal des dispositifs épuratoires;- stabiliser les procédés et/ou installation en évitant notamment les phases transitoire d'arrêt, démarrage, réglage afin de minimiser les rejets de poussières;- Reporter les opérations suivantes fortement émettrice de poussière : tests du groupe électrogène, entretien des espaces verts; essais d'incendie provoquant des émissions de fumées;- Limiter les opérations génératrices de poussières diffuses et mettre en place les mesures d'évitement et de réduction nécessaires éventuelles (arrosage,...);- Sensibiliser son personnel pendant l'épisode d'alerte: à l'impact de l'activité industrielle du site, au covoiturage et à l'utilisation de transports en commun;- Limiter dans la mesure du possible l'utilisation des transports par camion pendant l'épisode d'alerte.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- L'exploitant s'assure du bon fonctionnement des filtres à manche par le suivi en continu du rejet en poussière et par le suivi du colmatage des filtres.- La stabilité du procédé est important pour avoir un clinker de qualité. La stabilité permet aussi de minimiser les rejets en poussière; ainsi, l'exploitant favorise la stabilité du process en fonctionnement normal et de manière plus accrue en période de pic de pollution. Un arrêt du four, prévu le 14 février a été reporté.- Les opérations d'entretien des espaces verts, les tests de groupes électrogènes sont reportés en cas de pic de pollution. Aucune de ces opérations n'est prévue pour la durée du pic de pollution.- Pour limiter l'envol des poussières diffuses, l'exploitant fait fermer les portes des halls de broyage et stockage. Un arrosage des pistes est effectué régulièrement tant en période de pic de pollution qu'en fonctionnement normal pour limiter l'envol des poussières.- Un flash info a été envoyé aux équipes dès le vendredi 10 février pour sensibiliser aux émissions de poussière du site mais aussi pour inciter au covoiturage. Ce flash est accompagné d'un message sanitaire.- Durant le week-end moins de camions circulent par rapport à la semaine, l'exploitant n'a pas la possibilité de réguler le nombre de camions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites d'émission dans l'air pour le four

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2017, Article 49.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission en poussière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Concentration maximale en moyenne journalière en poussières totales au niveau du four à 20mg/Nm3.
Constats : L'inspection constate, sur le logiciel de suivi des rejets, un rejet en moyenne journalière de 0,6mg/Nm3 de poussière pour la journée du 11 février 2023. Lors de la visite sur site, la mesure en continu, en salle de contrôle indiquait une concentration instantanée de 0,4mg/Nm3. Les rejets en poussières du four sont conformes aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet